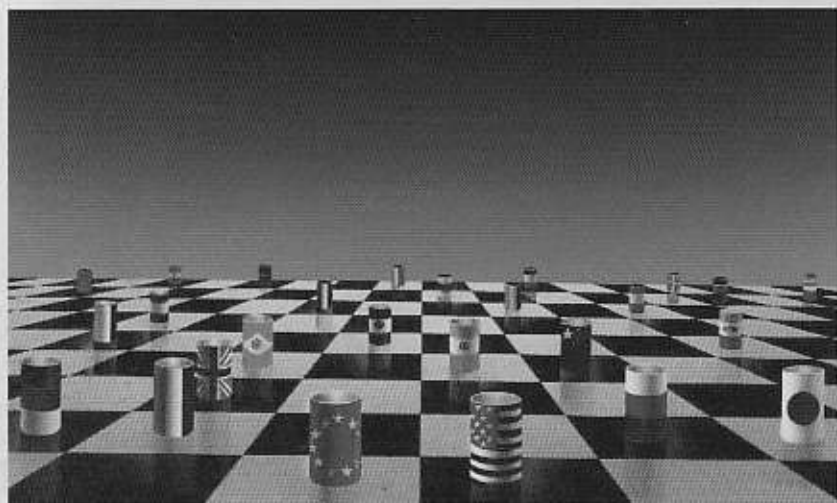


s. 29-37

LE RÔLE GÉOSTRATÉGIQUE DE LA TURQUIE

Sous la direction de Didier Billion

Relations Internationales et Stratégiques



Sommaire

Introduction : Le rôle géostratégique de la Turquie, par Tansug Bleda, ambassadeur de Turquie.....	9
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE POIDS RÉGIONAL DE LA TURQUIE

Chapitre 1 : <i>Les évolutions récentes de la politique extérieure turque</i> , par Didier BILLION, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)	19
Chapitre 2 : <i>La politique turque dans les Balkans et le Caucase</i> , par Baskin ORAN, professeur à la faculté de science politique d'Ankara	29
Chapitre 3 : <i>La Turquie et le sommet turc</i> , par Semih VANER, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri)	39
Chapitre 4 : <i>La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité?</i> , par Anne de TINGUY, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri, FNSP)	51

CHAPITRE 2

La politique turque dans les Balkans et le Caucase

par Baskin ORAN*

Depuis l'avènement de la République (1923), la politique étrangère turque repose sur deux piliers : occidentalisme et anti-révisionnisme (politique de *statu quo*). Après que les événements de 1989 eurent bouleversé la politique mondiale et celle de la Turquie, certains milieux (étrangers et intérieurs) ont suggéré que ces deux piliers avaient changé et certains ont suggéré qu'ils devaient changer. Je reviendrai sur ce point dans ma conclusion. J'aimerais maintenant tout simplement noter que cette politique est devenue beaucoup plus active comparée à la période de la guerre froide et, pour l'étudier, j'évoquerai d'abord les Balkans, puis le Caucase.

* Professeur à la faculté de sciences politiques d'Ankara.

Les Balkans

Pendant la guerre froide, le point central de cette politique était la Grèce. Les pays communistes restaient plutôt marginaux.

Dans les années 90, le poids de la Grèce dans la politique turque a diminué car ce pays s'est créé du fil à retordre avec l'énergie qu'il gaspille concernant ses démêlés avec l'Albanie et surtout la Macédoine.

La Turquie a trouvé des débouchés politiques et économiques qui l'ont aidée à relativement libérer sa politique extérieure qui était plus ou moins indexée sur celle de la Grèce.

La disparition du régime communiste bulgare a, d'autre part, beaucoup réconforté la Turquie en ce qui concerne sa minorité dans ce pays et aussi en ce qui concerne la perception de la menace, sans compter ses nouvelles possibilités économiques et commerciales dans ce pays et ses voisins.

Par contre, le processus de démembrement de la Yougoslavie et surtout l'agonie bosniaque ont beaucoup préoccupé la Turquie. Cela surtout parce que cette dernière a jugé (et juge toujours) que l'instabilité des Balkans était contraire à ses intérêts.

Pour empêcher ce processus, la Turquie a d'abord plaidé le principe de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, et après la décomposition, deux autres principes du droit international : l'indépendance ; l'intégrité territoriale et l'unité des nouveaux pays, y compris celle de la nouvelle Yougoslavie. Par exemple, elle a refusé d'appuyer le Sandjak, la Voïvodine et le Kosovo.

Quelles ont été les initiatives turques dans l'affaire bosniaque ?

La Turquie a mis beaucoup d'énergie dans cette affaire. Cela est fort peu connu en Occident, mais elle a été le principal initiateur du Groupe de contact au sein de la Conférence islamique. Elle a participé à la Forpronu (1400 soldats) et au contrôle du « *No fly zone* » (18 appareils F-16) malgré l'opposition catégorique de tous les pays balkaniques et même européens. Je suis convaincu que la seule rai-

son pour laquelle elle a envoyé des casques bleus en Somalie était de pouvoir créer un précédent pour l'opération de Bosnie. Elle a été le plus ardent partisan de la fédération Bosnie-Croatie et a envoyé trois fois son ministre des Affaires étrangères sur le théâtre du conflit.

Les raisons de l'engagement turc dans l'affaire bosniaque

Contrairement à ce qu'on pourrait penser au premier abord, elles ne résident pas dans le désir d'aider les Musulmans qui sont les « vestiges de l'Empire ottoman ». En août 1991, à la Conférence de paix à Londres, elle s'est élevée contre la division de la Bosnie en trois parties dont une aurait constitué un État musulman. Bien sûr, son opinion publique est très sensible sur ce point, mais la Turquie a bien d'autres chats à fouetter (La Russie qui revient, le problème de l'eau de l'Euphrate, l'économie qui périclité, et surtout le problème kurde) que de gaspiller son énergie pour une cause aussi difficile, sinon perdue. Mais pour d'autres raisons : d'abord et surtout parce qu'elle pense que l'état d'esprit qui refuse aujourd'hui d'accepter les Musulmans en Bosnie à côté des Catholiques et des Orthodoxes refusera a fortiori demain d'accepter les Turcs dans la Communauté européenne ; parce qu'elle désire la stabilité dans les Balkans non seulement parce que c'est sa seule porte sur l'Europe, mais surtout parce qu'elle est consciente du fait qu'elle ne sera considérée « européenne » que si elle est influente dans une région balkanique en paix. Que ce soit le « Serpent vert » dont parle la Grèce ou bien « l'Axe orthodoxe », peu importe, toute polarisation dans les Balkans s'avère néfaste pour la Turquie.

Et aussi, il ne faut pas oublier que la Turquie est contre tout changement par la force des frontières et surtout contre tout changement causé par les minorités. Cela, pour une raison trop évidente pour insister davantage : la question kurde.

Les conséquences de cette politique pour la Turquie

Parmi ces conséquences, certaines sont négatives, d'autres positives. Commençons par les négatives.

La Turquie est entrée en contradiction non pas seulement avec la nouvelle Yougoslavie mais aussi avec la troïka Angleterre-France-Russie, surtout après que les États-Unis eurent levé l'embargo sur les armes pour la Bosnie (fin novembre 1994).

D'autant plus que cette contradiction existe aussi avec la continuité historique, puisque dans les XVIII^e et XIX^e siècles, les deux premiers de la troïka se sont souvent servis du troisième pour freiner l'Allemagne, et qu'aujourd'hui le gant de velours extrêmement doux utilisé vis-à-vis de la Serbie n'est pas loin de nous rappeler cette politique.

L'alliance serbo-grecque est historique aussi. Dans l'affaire de la difficile reconnaissance de la Macédoine, il est intéressant de noter que le territoire de cette dernière sépare les deux. Dans le cas où un seul cercueil de casque bleu turc arriverait de la Bosnie, cela signifierait des milliers de votes pour le Parti fondamentaliste de la Turquie.

Les conséquences positives ensuite : l'affaire bosniaque a été une occasion pour la Turquie de se faire accepter en tant que pouvoir régional important qui défend les intérêts des opprimés pour lesquels tout le monde verse des larmes mais personne ne fait rien.

La politique turque a été un facteur important pour exposer la Grèce en tant que seul allié ouvert des Serbes.

Le Caucase (La Transcaucasie)

L'affaiblissement de l'URSS, puis l'indépendance des États du Caucase, avaient beaucoup réconforté la Turquie à la fin de la guerre froide.

A ce stade, certains développements et certaines raisons ont incité certains dirigeants turcs non responsables de la politique étrangère à proférer des slogans tels que « le monde turc de l'Adriatique à la mer de Chine » et le « XXI^e siècle sera celui des Turcs ». En disant « certains développements et certaines raisons », je veux parler de la provocation des États-Unis qui ont peur de l'Iran, de la pression de l'opinion publique turque, de l'illusion que la Turquie s'est faite d'un

vide politique dans le Caucase et l'Asie centrale, et de l'espoir de gagner plus de poids aux yeux de l'Union européenne qui ne cesse de repousser la Turquie. Tout cela a dérangé une Russie qui allait vite montrer ses dents pour prouver qu'elle n'avait pas disparu avec l'URSS.

Les dimensions de l'affinité turque dans le Caucase

Sur le plan géographique et économique, la Turquie est la porte historique du commerce qui mène à l'Asie centrale et la Russie. La Turquie fait beaucoup de commerce surtout avec le dernier (plus de 2 milliards de dollars, plus 5 milliards de travaux de construction, et 1,450 milliards de crédits ouverts par l'Eximbank turque). Il ne faut pas oublier qu'après 1980 (l'ouverture économique du Président Özal, vers l'extérieur) et surtout après 1987 (le refus de la Communauté, les pertes de la guerre du Golfe, la globalisation, etc...), la Turquie est devenue très dépendante des marchés extérieurs.

C'est ici qu'il faut spécialement mentionner le projet de la Zone de coopération économique de la mer Noire dans lequel le Caucase tient une place à part.

Sur le plan psychologique, la Turquie avait découvert des cousins insoupçonnés jusqu'alors, et plus faibles qu'elle, qui pourraient maintenant à la fois la sauver de l'isolement et la reconforter psychologiquement.

Sur le plan de la politique intérieure, il existe une diaspora caucasienne importante (8 millions, dit-on) en Turquie très active et d'une certaine influence, non pas sur le ministère des Affaires étrangères, mais sur les hommes politiques.

Sur le plan stratégique, la « barrière caucasienne » avait été nuisible à la Turquie en 1920 parce qu'elle rendait très difficile l'aide soviétique à la Guerre d'indépendance turque, mais celle de 1991 a été accueillie comme une bénédiction. Il n'y aurait plus de frontière commune avec la Russie.

La Russie, qui perçoit un danger dans la région et qui en même temps rencontre de sérieux problèmes nationaux dans le Caucase, dit

avoir été alarmée par les déclarations des milieux pan-touranistes et islamistes en Turquie. D'autre part, l'Iran, qui a quelque 12 millions d'Azéris sur son territoire, était aussi loin de se sentir à l'aise.

L'approche turque au Caucase et ses conséquences

La Turquie s'est rapprochée du Caucase avec deux slogans : des régimes indépendants, laïcs et démocratiques ; des économies libérales de marché. Ces slogans étaient les aspirations de la Turquie pour elle-même, mais ils ont créé des problèmes dans la Transcaucasie et l'Asie centrale.

Indépendance et démocratie devaient contrarier la Russie, la démocratie, les anciens leaders communistes et le laïcisme, l'Iran. L'économie du marché était destinée à ne rester qu'un slogan vu la faiblesse économique de la Turquie.

Les objectifs de la politique caucasienne

L'objectif le plus important consiste en l'établissement des États indépendants dans la région, pour deux raisons : pour ne plus retourner à une frontière commune avec une Russie qui a les mains libres dans la région à cause de la « Coopération stratégique » avec les États-Unis ; pour, avec l'aide du projet de la mer Noire, créer un marché et une interdépendance économique dans la région qui amèneraient une stabilité politique qui, à leur tour, serviraient à maintenir la Russie hors de la région. S'il n'y avait pas eu le problème du Karabakh, l'oléoduc azéri auquel la Turquie tient tant serait probablement passé par ce dernier, car la Russie n'aurait pas été là aussi puissamment ; enfin pour sauvegarder le chemin de l'Asie centrale.

Les réalisations de cette politique dans le Caucase

1) L'infrastructure :

– Éducation : pour créer une alternative à la Russie et à la culture russe, près de 2 000 bourses d'études dont 400 militaires ont été données aux Azéris.

- Transports : les centres asiatiques ne doivent plus passer par Moscou pour se visiter les uns les autres. Turkish Airlines dessert les capitales.

- Télécommunications : pour l'Azerbaïdjan, trois systèmes digitaux de téléphone, les premiers en ex-URSS, 2 500 lignes téléphoniques extensibles passant par la Turquie et fonctionnant sur le satellite Türksat.

2) Crédit et Financement :

Pour l'Azerbaïdjan, 250 millions de dollars, 100 millions pour le Natkhitchévan. 65 millions d'aide humanitaire. Investissements privés : 500 millions.

Pour la Géorgie, 100 millions dont 50 ont été utilisés. L'électricité par crédit. Pour l'Arménie, passage libre des trains et avions d'aide humanitaire et aussi 52 000 tonnes de blé turc jusqu'à l'occupation de Kelbajar par ce dernier (avril 1994).

3) Aide diplomatique :

La Turquie, un des neufs pays dans le Groupe de Minsk, a beaucoup contribué à l'entrée des pays turcophones dans la société internationale (Organisation de la Conférence Islamique, Nations unies, la zone de la mer Noire, Organisation de la coopération économique, la CSCE).

Les erreurs de la politique caucasienne et ses dangers

Sur le plan économique, trop de promesses mènent à une perte de prestige ; les crédits donnés sont ceux empruntés à l'Occident ; la Turquie payera 8,7 milliards de dettes en 1995-1996, mais les centres asiatiques en feront-ils de même ? Ce n'est pas sûr.

Sur le plan de la politique étrangère, la Russie déplore et craint beaucoup l'approche « synthèse turco-islamique » de certains groupes en Turquie. Maintenant elle exige que le Traité européen des forces conventionnelles (qui favorise la Turquie) soit changé en sa faveur dans la Transcaucasie.

Les fondamentalistes en Turquie ont ouvert des écoles en Azerbaïdjan qui comprennent actuellement 17 établissements d'éducation

secondaire et 6 facultés. Dans certains d'entre-eux, l'éducation est en anglais. Une société d'éducation secondaire turque, inconnue en Turquie, paye à elle seule 1,5 millions de dollars comme salaires mensuels à ses enseignants dans ce pays.

Sur le plan de la politique intérieure, le pan-touranisme et même l'islamisme que l'Azerbaïdjan réexporte en Turquie, mêlés à la réaction Turque contre le nationalisme kurde, nourrissent le nationalisme extrémiste turque.

En Turquie, les cafés géorgiens et abkhazes ont été séparés. Cela risque d'être sérieux à terme.

Conclusion

L'expérience de la Turquie dans les Balkans montre le côté occidentaliste de la politique étrangère de ce pays, et son expérience dans le Caucase, son attachement à la politique de *statu quo*.

Dans ce contexte, il est important de tenir compte de deux facteurs : premièrement, certaines déclarations irresponsables qui sont loin d'influencer le ministère des Affaires étrangères (donc, la politique extérieure) ne doivent pas être prises au sérieux. Elles sont destinées à la consommation intérieure. Deuxièmement, l'activité accrue de la politique turque provient du changement profond et rapide survenu dans le milieu politique de l'après-guerre froide et a pour but de ne pas se trouver dans une position inférieure comparée à celle de l'ancien *statu quo*.

La crise est aux portes de la Turquie. Mais, admettons-le : quand n'y était-elle pas ? Combien donc était rassurant l'équilibre de la guerre froide ?

La nouvelle situation comporte des aspects négatifs et positifs pour les intérêts turcs. Après tout, les Chinois écrivant avec leurs idéogrammes n'utilisent-ils pas le symbole « danger » et le symbole « opportunités » pour évoquer la « crise » ?

Les deux crises aux portes de la Turquie sont loin d'ébranler cette dernière profondément. La Turquie n'entrera en guerre ni ne mettra

la main au feu ni pour l'un ni pour l'autre, à moins qu'elle ne soit attaquée elle-même. Elle n'est pas assez forte pour cela. Mais il faut ajouter qu'elle est assez forte pour dissuader certains pays dans les Balkans et même au Caucase.

Si l'on veut comparer les deux crises, celle du Karabakh représente plus de dangers que d'opportunités, et celle de la Bosnie plus d'opportunités que de dangers pour la Turquie.

CHAPITRE I

La Turquie et le « sommet turc »

par Serpil Viner*

Le dixième « sommet turc » (Turk summit) s'est tenu les 14 et 15 octobre 1994 à Istanbul et a réuni les chefs d'État de six pays : la Turquie, une république transcaucasienne, en l'occurrence l'Azerbaïdjan, et les républiques néo-soviétiques d'Asie centrale, c'est-à-dire l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan et le Turkménistan. Le premier sommet s'était tenu à Ankara en octobre 1992 et, de l'époque même des responsables turcs, il s'était agité par un écho relatif. Le deuxième sommet semble avoir été mieux préparé et avoir donné des résultats plus tangibles. Le troisième sommet est prévu à Bichkek en août 1995. En fait, le deuxième sommet était prévu à Tbilissi pour octobre 1993, mais il a été annulé à la demande des autorités géorgiennes en raison des événements qui se déroulaient en Azerbaïdjan mais aussi, certainement, à la suite des pressions russes.

Deux discours prévalent en Occident à propos de la Turquie et de l'« hégémonie du monde turc ». Au cours des premières années de

* Chercheuse associée d'études et de relations internationales à l'Université de Californie à Los Angeles.